

# CONJONCTURE ET CONJECTURES



*Des décennies d'immobilisme* dont on retiendra surtout que non, gouverner, ce n'est pas forcément prévoir. Une production annuelle de déchets par habitant très supérieure à la moyenne européenne et qui, loin de diminuer, tend à augmenter allègrement – à croire que non seulement nous avons un don pour les multiplier mais nous le cultivons amoureuxment. Un effort [car on peut difficilement user du mot « performance »] de tri qui, pour faire dans l'euphémisme, ne peut qu'aller en s'améliorant. Des centres d'enfouissement technique qui, au fil des prorogations et des solutions provisoires devenues permanentes, viennent à saturation. Des territoires où riverains et élus se montrent de plus en plus hostiles à l'idée d'héberger des infrastructures qui, pourquoi ne pas le dire, sont de véritables gisements de mullizzu. Et, fort logiquement une énième crise des déchets : des tonnes de poubelles sur le carreau, hurra... De quoi se poser des questions, remettre en cause les – rares – décisions prises et suivies d'effet en matière de gestion de nos déchets. Comme celle, approuvée en 2007 par l'Assemblée de Corse, de proscrire l'incinération. Depuis deux ans, l'éventualité de revenir sur cette décision est régulièrement évoquée, de façon plus ou moins appuyée, dans la rue, sur les réseaux sociaux, auprès des médias. Les tenants de ce « retour vers le futur » font valoir qu'il ne faut pas espérer voir les Corses, Méditerranéens indolents, indisciplinés, se mettre résolument au tri. On invoque l'exemple des pays nordiques qui incinèrent depuis des lustres, et s'en trouveraient d'autant mieux que la thermovalorisation des déchets contribuerait de façon significative à leur production d'énergie. Toutefois, pour ne prendre que l'exemple du Danemark,

champion d'Europe de l'incinération et de l'importation de déchets, les différents scénari de mix énergétique envisagés par ce pays pour parvenir à son indépendance énergétique d'ici 2050 tablent soit sur une part constante mais faible d'incinération soit sur sa diminution progressive au profit d'autres sources. Entre 2013 et 2015, le tonnage de déchets incinérés au Danemark a amorcé une décrue, tandis que la proportion des déchets envoyés, selon leur nature, vers du recyclage, du compostage ou de la méthanisation était en augmentation.

Plus près de nous, il y a Monaco, dont l'incinérateur est souvent cité en exemple... mais dont le renouvellement, considéré en 2014 comme urgent, a été différé. Les élus monégasques n'excluent pas d'étudier d'éventuelles alternatives. Des pistes se sont ouvertes, comme par exemple celle de la pyro-gazéification, un traitement thermique mais sans incinération : une usine de traitement-valorisation des déchets a dernièrement vu le jour dans les Landes et des projets similaires sont dans les tuyaux, notamment en Aquitaine et en Bretagne.

Puis il y a l'Italie, où on ne se prive pas d'incinérer, notamment en Sardaigne. À ceci près que l'isola surella est précisément en train de nous démontrer qu'être la dernière des quiches en matière de tri n'a rien d'une fatalité et que les tonnages incinérés y sont en baisse tout comme les tonnages envoyés à l'enfouissement, passés de 243 000 tonnes en 2014 à 233 000 tonnes en 2016.

Les modèles qui ont fonctionné un temps, à défaut de mieux ou tout simplement d'autre chose, pourraient fort être dépassés sous peu. En tout cas en moins de temps qu'il n'en faudrait pour les mettre en œuvre ici. Une question cela dit, gagnerait à être approfondie. Celle de l'incroyable quantité de déchets que nous produisons chaque année (entre 2010 et 2014, cette production progressait de 8,3% lorsque la population n'augmentait que de 5,3%) En 2012 nous en étions à une moyenne de 611kg par personne et par an contre une moyenne française de 590 kg. C'est près de 200 kg de plus, par année et par individu, que nos voisins sardes. Comprendre le pourquoi et le comment de cette surproduction individuelle ne serait sans doute pas un luxe superflu. ■ Elisabeth MILLELIRI

Sources : Ispra, Région autonome de Sardaigne, OEC, Eurostat.